

Intensification des liens entre les États-Unis et la Communauté de l'Afrique de l'Est

Volume 8, numéro 3, mars 2015

Résumé analytique

L'Afrique n'est plus le terrain réservé des organisations d'aide au développement mais devient lieu de concurrence pour les grandes puissances qui tissent chacune à sa manière de nouveaux liens avec les États africains. La dernière manifestation de cette nouvelle réalité s'est déroulée le 26 février dernier alors que les États-Unis et la Communauté d'Afrique de l'est ont signé un accord commercial. De portée modeste, cet accord représente une première pierre vers un futur accord de libre-échange.

Le débat sur l'adoption du *Trade Promotion Authority* fait toujours rage au Congrès américain et le calendrier privilégié par l'administration Obama ne pourra être respecté. Celle-ci cherche à le faire adopter durant le mois de mars afin de faciliter la conclusion du Partenariat transpacifique en avril.

Finalement, la Présidente de la réserve fédérale a définitivement fermé la porte à l'introduction dans les accords commerciaux de mesures pour combattre la manipulation des devises.

Contenu

Vers une libéralisation des échanges entre l'Afrique et les États-Unis?..... 2

Le débat sur la *Trade Promotion Authority* retarde la conclusion du *Partenariat transpacifique* 5

La présidente de la Réserve fédérale s'oppose à l'introduction de mesures contre la manipulation des devises dans les accords commerciaux..... 6

Études économiques et articles connexes ce mois-ci..... 7

Vers une libéralisation des échanges entre l'Afrique et les États-Unis?

La signature d'un accord commercial entre les États-Unis et cinq pays africains le 26 février dernier constitue le plus récent signal de l'importance qu'accordent les grandes puissances au développement des liens économiques avec ce continent longtemps laissé à l'écart des circuits économiques mondiaux.

Cet accord signé avec les pays de la *Communauté de l'Afrique de l'Est* (*East African Community* en anglais, ou EAC - Burundi, Ouganda, Rwanda, Kenya, Tanzanie) vise à améliorer les capacités dans trois secteurs en particulier : la facilitation du commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les barrières techniques au commerce. Il s'agit d'une première étape vers un accord de libre-échange sur un continent où les États-Unis n'en ont encore signé aucun.

L'accord de cinq pages reste d'une portée plutôt limitée. Il prévoit d'abord que les Parties s'engagent à appliquer l'*Accord sur la facilitation des échanges* de l'OMC selon certains critères. Cet accord contient des dispositions visant à accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris des marchandises en transit. Il prévoit également

« *Nous voyons cet accord et tout le travail en collaboration avec la EAC comme un tremplin et non comme un point d'arrivée. L'économie mondiale évolue et les relations économiques entre l'Afrique et les États-Unis doivent évoluer elles aussi.* »

- Michael Froman, Représentant au Commerce américain, 25 février 2015

des moyens de coopération dans l'établissement et l'harmonisation de mesures sanitaires et phytosanitaires. Finalement, il se donne comme objectif de réduire les barrières techniques au commerce, notamment en adaptant les réglementations techniques.

L'accord s'inscrit dans le cadre de l'initiative *Trade Africa* lancée par le Président Obama en 2013, visant à accroître le commerce et les investissements entre l'Afrique et les États-Unis. Un des objectifs de l'initiative est de jeter les bases avec les pays africains d'une future entente commerciale exhaustive qui serait conclue à moyen ou long terme. *Trade Africa* a déjà donné des résultats concrets tels que des améliorations aux ports de Mombasa et de Dar es-Salaam et la réduction du temps de transit des conteneurs entre les États membres.

La stratégie américaine s'était jusqu'à maintenant limitée à conclure des ententes de traitement préférentiel pour les produits provenant de plusieurs pays africains. Le *African Growth and Opportunity Act* (AGOA), programme de traitement commercial préférentiel adopté en 2000, est au centre des relations commerciales entre l'Afrique et les États-Unis. Il permet l'entrée aux États-Unis sans droit de douane de presque tous les produits des États africains qualifiés. Trente-neuf pays africains subsahariens sont qualifiés pour profiter des avantages de l'AGOA.

Les dispositions de l'AGOA dans la législation américaine viennent à échéance en septembre 2015. Les démocrates et les républicains des Comités des Voies et Moyens (Chambre des représentants) et des Finances (Sénat) seraient très près d'une entente sur son renouvellement

mais quelques questions doivent encore être résolues. La durée du programme et son mode de financement sont au cœur des débats. L'administration Obama favorise une période d'application de 15 ans alors que deux sénateurs, le démocrate Chris Coons et le républicain Johnny Isakson souhaitent limiter cette période à cinq ans. Le président du Comité des Voies et Moyens, Paul Ryan, a déclaré qu'il était primordial d'agir rapidement pour le renouvellement de l'AGOA, plusieurs emplois africains étant en jeu.

La valeur des exportations américaines en Afrique subsaharienne était de 24 milliards de dollars en 2013, une augmentation de 250 % depuis 2003. Près du tiers de ces exportations sont à destination de l'Afrique du Sud. Les principaux marchés étaient en 2013 : l'Afrique du Sud (7,3 milliards de \$), le Nigéria (6,5 milliards de \$), l'Angola (1,5 milliard de \$), le Ghana (1,1 milliard de \$), et le Togo (956 millions de \$). Les principaux secteurs de produits exportés sont la machinerie, les véhicules, le pétrole, l'aviation et les céréales.

Les importations américaines en provenance des pays de l'Afrique subsaharienne se sont pour leur part élevées à 39,3 milliards de dollars en 2013, une augmentation de 53 % depuis 2003. Les principaux fournisseurs étaient en 2013 : le Nigéria (11,7 milliards de \$), l'Angola (8,7 milliards de \$), l'Afrique du Sud (8,5 milliards de \$), le Tchad (2,5 milliards de \$), et le Congo (1,2 milliard de \$). Les principales catégories de produits importés sont le pétrole, les pierres précieuses, les véhicules, le cacao et les minerais.

Des analystes de *Brookings* et de *Heritage Foundation* font sensiblement les mêmes constats quant à l'état actuel des échanges commerciaux avec l'Afrique. L'amélioration du climat politique et la présence d'importantes richesses naturelles font en sorte que plusieurs États africains deviennent des partenaires commerciaux recherchés par le reste du monde. L'Union européenne a conclu ou négocie des accords de partenariat économique avec presque tous les États de l'Afrique subsaharienne. Ces accords ouvrent immédiatement le marché européen aux partenaires et leur offrent une période de transition allant de 15 à 25 ans pour ouvrir leur marché, tout en accordant une protection spéciale aux 20 % de leur production locale la plus sensible. La Chine a ravi aux États-Unis la position de premier partenaire commercial de l'Afrique, avec une valeur d'échange de 160 milliards de dollars en 2013. Les pays émergents, tels que le Brésil, la Corée et l'Inde, comptent aujourd'hui pour 40 % des échanges commerciaux avec le continent africain.

D'économie assistée à partenaire commercial stratégique, la relation des grandes puissances avec l'Afrique est ainsi en train d'évoluer rapidement. En signant cette entente avec la Communauté de l'Afrique de l'Est, les États-Unis semblent s'engager résolument sur la voie d'une entente de libre-échange de grande envergure avec le continent africain. Le nombre de partenaires, leur diversité et la complexité des enjeux sociaux et économiques font cependant en sorte qu'elle ne saurait se matérialiser avant plusieurs années. Il s'agit d'un premier pas qui nous rappelle que l'économie africaine prend enfin une place significative sur l'échiquier économique des puissances commerciales.

Document sur ce sujet

Cooperation Agreement Among the Partner States of the East African Community and the United States of America on Trade Facilitation, Sanitary and Phytosanitary Measures, and Technical Barriers to Trade. En ligne : https://ustr.gov/sites/default/files/EAC-US_Cooperation_Agreement_on_TF_SPS_TBT.pdf

Sources

Union européenne. 2015. EU trade policy and Economic Partnership Agreements. En ligne : <http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/development/economic-partnerships/>

USTR. 25 février 2015. U.S. and East African Community Join to Increase Trade Competitiveness and Deepen Economic Ties. En ligne : <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2015/february/us-and-east-african-community-join>

USTR. 2015. Africa. En ligne : <https://ustr.gov/countries-regions/africa>

U.S. Inside Trade. AGOA Bill Close To Completion, But Length, Funding Still Unresolved. 20 février 2015.

Salvaterra, Neanda. U.S. Moves Toward Greater Trade With Africa. The Wall Street Journal, 26 février 2015. En ligne : <http://www.wsj.com/articles/u-s-moves-toward-greater-trade-with-africa-1424961276>

Schaefer, Brett D., Anthony B. Kim et Charlotte Florance. Congress Should Pave the Way for a U.S.–Africa Free Trade Agreement. Heritage Foundation, 19 août 2013. En ligne : <http://www.heritage.org/research/reports/2013/08/congress-should-pave-the-way-for-a-usafrica-free-trade-agreement>

Schneidman, Witney. Africa: Time is Running Out to Renew the African Growth and Opportunity Act (Agoa). Brookings, 13 février 2015. En ligne : <http://allafrica.com/stories/201502131480.html>

Le débat sur la *Trade Promotion Authority* retarde la conclusion du *Partenariat transpacifique*

Alors que les ministres responsables des négociations du *Partenariat transpacifique* (TPP) semblaient prêts à se réunir à la mi-mars pour conclure l'accord, les débats au Congrès américain entourant le *Trade Promotion Authority* les obligent à retarder l'évènement d'un mois.

L'impasse semble en effet complète entre le président du comité des Finances du Sénat, le républicain Orrin Hatch et un membre du comité, le démocrate Ron Wyden. Les deux tentaient depuis quelques semaines d'en arriver à un compromis sur le TPA qui assurerait un large consensus au Congrès. M. Hatch semble avoir perdu espoir de voir ce compromis se matérialiser par une collaboration avec M. Wyden et fait maintenant appel au Président Obama

« C'est maintenant au Président Obama de dire à M. Wyden ce dont il a besoin. Le Président veut cette loi. C'est à lui de réussir à obtenir la coopération des démocrates. Si je ne suis pas capable de le faire, alors c'est à lui de le faire. »

- Orrin Hatch, président du comité des Finances du Sénat, 25 février 2015

Rappelons que le TPA définit le mandat et les modalités de négociation. Il apporte aussi la garantie que tout accord conclu traversera rapidement et sans amendement le processus d'adoption au Congrès. Celui-ci conserve toutefois le pouvoir, à majorité simple d'adopter ou non l'entente négociée. Le pouvoir conféré par le TPA et le processus législatif qu'il prescrit sont prévus dans une loi qui doit être renouvelée à intervalle fixe. La loi encadrant le TPA s'est éteinte le 1^{er} juillet 2007 et n'a pas été renouvelée depuis lors.

Le différend entre MM. Hatch et Wyden touche au nombre de votes au Sénat nécessaires pour retirer à une entente commerciale la protection que confère le TPA. M. Hatch souhaiterait un vote des deux tiers des sénateurs alors que M. Wyden estime que les trois cinquièmes des votes seraient suffisants. Le projet de loi sur le TPA devait amorcer son parcours législatif le 27 février dernier, mais le différend fait en sorte qu'on ne sait à quel moment il pourra le faire. Les promoteurs du TPA souhaitent néanmoins que le projet de loi puisse être adopté avant la fin du mois de mars puisque le Congrès ne siègera pas durant les deux premières semaines d'avril.

« (...) 95 % des consommateurs potentiels vivent à l'extérieur des États-Unis. Plusieurs d'entre eux vivent dans la région Asie-Pacifique, la région qui croît le plus rapidement. Au moment où nous nous parlons, la Chine est en train de tenter d'écrire les règles du commerce international du 21^e siècle... Nous ne pouvons laisser les choses se passer ainsi. Nous devons être ceux qui écriront ces règles. »

- Barack Obama, Président des États-Unis, 21 février 2015

La Maison-Blanche s'était jusqu'à maintenant montrée réticente à intervenir sur cette question, souhaitant que le débat demeure au Congrès. Le Président a cependant consacré une partie de sa dernière communication hebdomadaire à la nation à la nécessité pour le Congrès

d'adopter le TPA, estimant que les accords commerciaux en cours de négociation représentent des outils essentiels à la protection des travailleurs américains face à la « menace imminente » que pose la Chine.

Sources

U.S. Inside Trade. *At Impasse With Wyden Over TPA Bill, Hatch Calls On Obama To Intervene*. 27 février 2015.

U.S. Inside Trade. *Obama Reiterates Call For TPA, Says Bill Would 'Protect' U.S. Workers*. 27 février 2015.

Wasson, Erik. *Finance Chairman Hatch Sees Hurdles for Fast-Track Trade Bill*. Bloomberg International Trade Reporter, 23 février 2015.

La présidente de la Réserve fédérale s'oppose à l'introduction de mesures contre la manipulation des devises dans les accords commerciaux

Janet Yellen s'est publiquement opposée à l'idée d'introduire des mesures contre la manipulation des devises dans les accords commerciaux en cours de négociation. Plusieurs membres du Congrès, démocrates et républicains, sont d'avis que la manipulation des devises par des pays étrangers a provoqué la destruction de millions d'emplois aux États-Unis.

Mme Yellen estime que la manipulation des devises dans le but d'obtenir un avantage commercial international est inappropriée et doit être combattue mais considère qu'un accord commercial n'est pas le bon lieu pour le faire vu les possibles effets collatéraux. Son message est cohérent avec celui véhiculé par le Président Obama, qui résiste à l'appel de plusieurs membres démocrates du Congrès.

« Sur la question des taux de change en particulier, nous croyons que nous faisons des progrès et continuons dans la même veine des engagements bilatéraux et multilatéraux, qui est selon nous la stratégie qui est susceptible d'être la plus efficace et de permettre les plus importantes avancées. »

- Nathan Sheets, sous-secrétaire aux Affaires internationales pour le département du Trésor, Peterson Institute for International Economics, 19 février 2015.

Le département du Trésor explique que cette question est traitée plus adéquatement dans des forums internationaux comme le G-7 et le G-20 ou par le Strategic & Economic Dialogue dans le cas de la Chine. Nathan Sheets, sous-secrétaire aux Affaires internationales

pour le département du Trésor estime que des progrès ont été faits sur cette question et que la Chine s'est engagé en juillet 2014 à réduire ses interventions sur le marché des changes. Elle n'aurait ainsi pas fait d'achat de devises étrangères depuis ce temps.

Sources

Nguyen, Lananh et Rachel Evans. *Yellen Downplays Currency Wars By Defending Changes to Policy*. Bloomberg International Trade Reporter, 24 février 2015.

U.S. Inside Trade. *Yellen Warns TPP Currency Rules Could 'Hobble' U.S. Monetary Policy*. 27 février 2015.

U.S. Inside Trade. *Treasury Official: Currency Provisions Best Handled Outside Of TPP*. 27 février 2015.

Études économiques et articles connexes ce mois-ci.

Andriamananjara, Soamiely et Amadou Sy. *AGOA and Dutch Disease: The case of Madagascar*. Brookings, 18 février 2015. En ligne : <http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2015/02/18-agoa-suspension-madagascar-andriamananjara-sy>

International Center for Trade and Sustainable Development. *WTO Chief Urges Members to Focus on Solutions as July Deadline Looms*. Bridges, Vol. 19, No 7, 26 février 2015. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/wto-chief-urges-members-to-focus-on-solutions-as-july-deadline-looms>

International Center for Trade and Sustainable Development. *WTO Panel to Review EU-US Civil Aircraft Dispute*. Bridges, Vol. 19, No 7, 26 février 2015. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/wto-panel-to-review-eu-us-civil-aircraft-dispute>

International Center for Trade and Sustainable Development. *US Lawmakers Consider AGOA Renewal as September Deadline Approaches*. Bridges, Vol. 19, No 7, 26 février 2015. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/us-lawmakers-consider-agoa-renewal-as-september-deadline-approaches>

International Center for Trade and Sustainable Development. *China, South Korea Initial Bilateral Trade Agreement*. Bridges, Vol. 19, No 7, 26 février 2015. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/china-south-korea-initial-bilateral-trade-agreement>

International Center for Trade and Sustainable Development. *Japan PM Eyes Agricultural Reforms, TPP Early Conclusion*. Bridges, Vol. 19, No 6, 19 février 2015. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/japan-pm-eyes-agricultural-reforms-tpp-early-conclusion>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Guy-Philippe Wells, chercheur associé au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

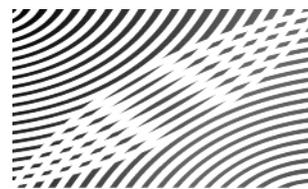
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



CEIM